



EVASION ET FRAUDE FISCALE: des centaines de milliards en Europe DE L'ARGENT, IL Y EN A !

BULLETIN NPA DESTINE AUX TRAVAILLEURS DE LA SBFM

12 AVRIL 2013

FINALEMENT, CAHUZAC L'A AVOUE: IL BLANCHISSAIT EN SUISSE DE L'ARGENT DETOURNE AU FISC: UN COMBLE POUR LE MINISTRE DU BUDGET QUI NE CESSAIT PAR AILLEURS DE JUSTIFIER, AU NOM DE LA RIGUEUR BUDGETAIRE, L'AUSTERITE ET TOUS LES SACRIFICES QUI EN DECOULENT POUR LA POPULATION.

DES CENTAINES DE MILLIARDS VOLES A LA SOCIETE

L'arbre ne doit pas cacher la forêt. Derrière les scandales Cahuzac, Augier (trésorier de campagne de Hollande), ou autres, il y a les milliards volés à la société, impossibles désormais à cacher. La vérité, c'est que chaque année, la fraude fiscale au sens strict prive le budget de l'Etat français de 60 à 80 milliards (plus que le budget de l'Education Nationale). Une véritable industrie, avec ses professionnels: banques et avocats d'affaires, filiales, prête-noms... Au bénéfice de riches particuliers, de mafias, mais aussi d'entreprises mondialement connues. Tout cela dans les marges permises par la législation, donc avec l'aval des pouvoirs en place. Et pour cause: de la Suisse au Luxembourg, en passant par les Bermudes et la City de Londres, le caractère opaque de la finance est inscrit au cœur même du mode de fonctionnement du système capitaliste, où le fric et le profit passent avant tout.

Alors, non: l'austérité n'est pas une fatalité

Alors que « de l'argent, il y en a », partout, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent « de gauche », les gouvernements nous serinent que les caisses seraient vides et que dans un monde où la concurrence est impitoyable, il n'y a pas d'alternative à l'austérité. Au nom de quoi il faudrait se résigner au chômage de masse, à l'amputation des salaires, des retraites et des allocations, au démantèlement des acquis sociaux et des services publics.

Ce que montre aussi l'affaire Cahuzac, c'est la proximité entre ce monde des affaires et un personnel politique à son service. Malgré les beaux discours sur la moralisation du

capitalisme et la mise au pas de la finance, sous Hollande comme sous Sarkozy, la bourgeoisie dicte sa loi, et le gouvernement s'exécute: il fait avaliser par le Parlement le démantèlement du Code du Travail permis par l'accord MEDEF-CFDT-CGC-CFTC, dit de « Sécurisation de l'emploi » et prévoit d'allonger encore la durée de cotisations pour les retraites.



POUR UN VRAI CHANGEMENT, COMBATTRE RESOLUMENT LA POLITIQUE DE HOLLANDE ET DE SON GOUVERNEMENT

On nous promet aujourd'hui qu'on va moraliser la vie politique, mais sans aller jusqu'à limiter la rémunération des élus au niveau du salaire moyen de la population, ni instaurer leur révocabilité en cours de mandat par les citoyens. Alors, qui pourrait encore faire confiance à Hollande pour briser le pouvoir des capitalistes et mettre hors d'état de nuire les puissances de l'argent ?

Cela supposerait la levée du secret bancaire et industriel; la confiscation des avoirs des fraudeurs; la fin des paradis et cadeaux fiscaux si profitables aux riches et aux entreprises; l'expropriation des principales entreprises, y compris bancaires, sous contrôle des salariés et de la population.

Pour mettre l'argent – il y en a – et l'économie au service de la population, il faudra construire des mobilisations exceptionnelles (du type de celles de 1936 ou de 1968).

C'est dans la convergence des luttes d'aujourd'hui, contre les licenciements et toutes les mesures antisociales, qu'elles se préparent. Ce qui signifie en opposition résolue à la politique de Hollande et de son gouvernement.

**QUAND NISSAN PIÉTINELES**

Côté face, Ghosn est le PDG de Renault qui d'établissements, un accord pourri aux syndicats, qui entérine les destructions d'emplois.

Côté pile, le même Ghosn est le PDG de Nissan, responsable de la chasse aux syndicats dans ses usines aux Etats-Unis. Là-bas, Nissan refuse aux travailleurs le droit à une élection syndicale équitable dans son usine du Mississippi et mène une campagne de peur pour empêcher les salariés de former un syndicat. Pour parvenir à son but, le constructeur ne recule devant aucun moyen : organisation de réunions antisyndicales, chantage à la fermeture et aux mises à pied si les salariés se syndiquent. Une politique qui n'est pas sans rappeler l'offensive du patron de Fiat, excluant de ses établissements les syndicats refusant de signer des accords démantelant les conventions collectives.

Pourtant, en 2004, Renault avait signé avec les organisations syndicales une «Déclaration des droits fondamentaux» qu'il s'était engagé à respecter dans l'ensemble de ses implantations dans le monde, à l'exclusion de Nissan, c'est vrai

DROITS SYNDICAUX

impose, au moyen d'un chantage aux fermetures

LA D.A. NE DISPENSE PAS QUE D'ACTIVITE

Ceux qui partent en retraite dans quelques mois sont les plus pénalisés. De quoi faire réfléchir... Être rémunéré à 75 % pendant la Dispense d'Activité (DA) ne veut pas dire perdre juste 25 % de sa rémunération. La prime de 3 mois (6 pour les postes sensibles) de la GPEC est supprimée. Les cotisations salariales payées par Renault sur les 25 % de salaire restant devront être déclarées comme « avantages en nature » à la Sécu et aux Impôts. Les jours de préparation à la retraite sont perdus (22 maxi). Perte d'une partie des UPA, perte des primes médaille du travail, performance établissement, part uniforme de l'intéressement, etc. Il n'y a pas de raison de perdre nos dus.

BANDE D'HYPOCRITES

Certains syndicats font mine maintenant de s'indigner du 0% d'augmentation de salaire (AGS+AI) cette année. Ce blocage des salaires est pourtant écrit noir sur blanc dans l'accord de compétitivité qu'ils viennent de signer, et qu'ils vantent. Plus hypocrites, tu meurs.

VIVE LA GREVE DES PSA AULNAY !

Plusieurs centaines d'ouvriers grévistes de l'usine de PSA Aulnay entre dans leur 12ème semaine de grève contre la fermeture de leur usine. La direction refuse toujours d'ouvrir des négociations avec les salariés. Elle a embauché une centaine de vigiles et demande chaque jour à des cadres d'autres sites du groupe de se rendre à Aulnay alors qu'aucune voiture ne sort depuis plusieurs semaines pour provoquer les grévistes.

Mais cela n'entame pas la détermination des grévistes. Grâce à l'argent que les PSA ont récolté ces dernières semaines lors des collectes de solidarité, la grève continue. Un exemple à suivre pour tous ceux qui sont en proie aux licenciements, aux restructurations et aux suppressions de postes.

L'EQUIPEMENTIER HEULIEZ EN DEPOT DE BILAN

La direction de l'équipementier automobile Heuliez a annoncé lundi au cours d'un CE extraordinaire son intention de déposer le bilan de cette entreprise de près de 300 salariés, pour la troisième fois depuis 2006,

Alors en grandes difficultés, l'équipementier avait été repris en 2010 par le groupe BGI pour ses «activités historiques» (emboutissage, ferrage, assemblage, carrosserie) et un consortium allemand avait repris la production de véhicules électriques. Heuliez a cédé fin 2012 son activité aéronautique à Eurocopter et se consacre essentiellement à la transformation de véhicules industriels (cabines d'engins, carrosserie ferroviaire et militaire, voitures sans permis).

HEULIEZ AVAIT ETE TANT VANTE COMME L'EXEMPLE DE LA POLITIQUE QUE VOULAIT APPLIQUER SEGOLENE ROYAL, PRESIDENTE DE LA REGION POITOU CHARENTES ET AUJOURD'HUI VICE PRESIDENTE DE LA BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT MISE EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT. PATATRAS, LE CHATEAU DE CARTES S'EFFONDRE ET 300 SALARIES SONT MENACES. ASSUREMENT, LE JOUR OU LES TRAVAILLEURS METTRONT LEUR NEZ DANS LES LIVRES DE COMPTES, ET AURONT UN REEL POURVOIR DE DECISION, ON ARRETERA CETTE GESTION UNIQUEMENT FAITE POUR LES ACTIONNAIRES.

